

une nouvelle période d'instabilité s'ouvre pour le capitalisme. Un maillon faible : la France. La "grandeur" capitaliste française s'écroule : la stabilité n'était qu'un mirage, le régime qu'une caricature. Pourquoi cette crise ? la réponse exige une analyse économique et politique complète ; elle sera faite dans les n° 6 et 7 de "ROUGE". Notre but ici est de préciser :

Quel est le sens des mesures actuelles ?

Tout n'était pas rentré dans l'ordre depuis mai 68 : les élections n'avaient rien arrangé du tout, les "sales gauchistes" étaient considérés comme dangereux et semblaient vouloir la faire accoucher leur Révolution Socialiste. Les ouvriers avaient obtenu pas mal d'avantages et semblaient en demander plus... la bourgeoisie n'était pas tranquille.

Oh ! bien sur, l'appareil d'état gaulliste pour conserver l'appui des trusts et des monopoles faisait concession sur concession : il déchargeait les entreprises d'impôts, les aidait dans leurs investissements, organisait une propagande bien faite sur l'expansion et la participation, mettait sur pied une police puissante et réprimait les "enragés gauchistes".

Mais le grand patronat français n'avait pas entièrement confiance : au lieu d'utiliser les cadeaux de l'état, au lieu de profiter de la nouvelle hausse des prix, de la récupération de ce qu'il avait perdu en mai, il plaçait ses capitaux à l'étranger. 1/4 seulement des subventions de l'état a été utilisé pour les industries, le reste a été utilisé à d'autres fins plus "rentables" à court terme par les placiers.

Les grands "patriotes" de juin se souciaient de la "patrie" comme d'une guigne. Vanter la "patrie" et entraîner derrière ce leurre la classe ouvrière n'a jamais servi qu'à une seule chose pour les capitalistes : masquer leur intérêt principal, le PROFIT. Un seul danger pour eux existe et les fait agir et tromper leur monde : la peur de la CLASSE OUVRIERE.

Or en ce moment le capitalisme international paie un certain nombre de contradictions accumulées par l'expansion anarchique de son économie depuis la guerre de 39-45. Face à la crise dans chaque pays le patronat doit affronter la remontée des courants révolution

naires. Le patronat français s'est trouvé après mai en mauvaise posture pour essayer les coups. Il s'est donc employé à forcer la main au gaullisme pour que celui se montre plus complaisant. Le "guide" s'est trouvé dans une situation plus délicate : ses supports électoraux lui jouaient des tours, son "prestige national" et sa "monnaie" en prenaient un coup. Impossible de justifier une dévaluation : notre "Bonaparte" y aurait laissé des plumes sinon son régime. Alors le "guide" a choisi le talon de fer : il a tout concédé au grand patronat et il a clamé haut et fort que c'était dans l'intérêt de tous et "à cause de mai". Et il a mis sur pied en les entourant de "patriotisme" et de "grandeur" des mesures "d'austérité" pires encore pour les ouvriers, les étudiants, les paysans que ne l'auraient été une dévaluation. (et ces dites mesures n'éviteront d'ailleurs peut-être pas une réelle dévaluation). Retardant ainsi la crise monétaire internationale, De Gaulle a reçu des félicitations de tous, Johnson compris. Cela voulait dire : "bravo, allez-y, faites payer vos ouvriers ça nous évitera d'avoir des ennuis avec les autres." Et comme De Gaulle savait en prenant ces mesures qu'à court terme allait se dresser en face de lui la classe ouvrière, il a pris les devants : pas de tumultes, pas de cortèges, pas d'exhibition ni dans nos villes ni dans nos campagnes. Autrement dit : je ne vais plus seulement cogner sur les gauchistes mais sur tous ! Ce discours provocateur a ainsi ouvert les hostilités. Les forces démocratiques n'ont pas le choix. Le combat encore une fois leur est imposé. Toute hésitation, tout attermoiement devient coupable, le patronat acculé, pour ne rien concéder, pour conserver ses privilèges, son pouvoir, a abattu ses cartes, toutes ses cartes :

De Gaulle a décidé de s'attaquer aux ouvriers, aux étudiants, aux paysans

contre la hausse des prix !
contre le blocage des salaires !
libertés politiques et syndicales

"dés demain on commencera à mesurer les conséquences de ce que je viens d'exprimer."

Couve de Murville

Couve dit vrai. Les mesures prises feront que bientôt on ne pourra plus parler "d'acquis de mai" : il n'y en aura plus. La hausse des prix va être considérable : aucun blocage n'est possible, aucune police des prix ne s'est jamais avérée efficace. La seule police efficace sera celle des salaires : eux seront bloqués de fait. Tous les services publics vont être atteints : transports eau, gaz, électricité, il y aura augmentation partout. Plus d'investissements sociaux : les budgets logements, santé, culturels, universitaires, autoroutes, travaux publics, vont être rabaissés. Le plan Edgar Faure n'est plus qu'un projet... sans crédits. Le CNPF rejette définitivement y compris le leurre de la "participation" et tous droits syndicaux et politiques dans l'entreprise. Le chômage va s'accroître considérablement. Toute manifestation (liberté élémentaire prévue par la constitution) est interdite et sera réprimée aussi bien dans les usines que dans les facultés que sur les routes de nos campagnes. Voilà le tableau d'ensemble : la poignée de profiteurs, la minorité privilégiée, richissime, qui dirige la France a choisi. Ses bénéficiaires devront demeurer intacts la classe ouvrière paiera.

Le régime sous lequel nous vivons est un régime de classes. Une classe sociale en domine et en exploite une autre. Ce régime apparaît une fois encore sous son vrai visage.

c'est en ces circonstances que se dévoile le système capitaliste pour des millions de travailleurs. C'est le système de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la grande majorité par une minorité. L'état gaulliste est au service de l'exploitation, de la bourgeoisie, il est lié à ce système, il faut l'abattre comme il faut abattre le système. Cette tâche revient à la classe ouvrière. Les seules barrières sont des barrières psychologiques : car dans ce pays tout, absolument tout, est entre les mains des ouvriers les machines, les usines, la production, les armes aussi.

La lutte actuelle est une lutte politique : si les moutons se laissent tondre, les capitalistes se renflouent, s'ils se regimberent alors le régime déjà ébranlé en mai risque de tomber. Mais qui va mener la lutte, là est la question. La bourgeoisie a une chance : la veulerie des organisations traditionnelles. Les "forces démocratiques" sont capables de provoquer atteroiements, découragements, et les chômeurs dont le nombre s'accroît, faute de perspectives ne seront-ils pas appelés à fournir la piétaille d'un nouveau fascisme ?

Aussi une seule solution s'organiser vite pour les luttes à venir. Que partout dans les quartiers, les usines, les lycées, les facultés se regroupent et se mobilisent les COMITES D'ACTION. Qu'ils répondent pied à pied aux mesures gouvernementales. Qu'ils affichent, informent, expliquent. La situation n'évoluera pas sans NOTRE action, sans NOTRE réponse. Notre arme c'est la grève, le blocage de la production, les meetings, les manifestations.

halte à l'augmentation des cadences
halte au chômage, droit au travail pour tous
échelle mobile des salaires et des heures de travail
les 40 h ! contrôle ouvrier !

s'organiser pour combattre :

les comités d'action

le Comité de Liaison Etudiants-Ouvriers

Un Comité d'Action n'est ni un parti, ni un syndicat. Il ne peut remplacer ni l'un, ni l'autre. Il n'a pas pour fonction de "diviser"; il n'a qu'un seul but: faciliter le regroupement de tous les ouvriers, les étudiants, les enseignants, et les lycéens qui n'acceptent pas le pouvoir des grands capitalistes, qui n'acceptent pas le système gaulliste, et qui veulent lutter pour la victoire de la Révolution Socialiste.

Au contraire, il facilite l'unité, en unissant dans des mêmes discussions, sur des mots d'ordre et des actions communes, des militants des différentes tendances d'extrême gauche et des militants non organisés, des militants des deux syndicats existants, CFDT et CGT, et des militants non syndiqués.

Tous peuvent ainsi se retrouver et se battre en commun pour poursuivre la lutte de MAI 68.

Le Comité d'Action devient ainsi un centre de formation politique, d'élaboration d'une tactique de lutte contre le pouvoir du patronat, un groupe de pression qui pousse à la lutte les organisations traditionnelles, qui leur place devant leurs responsabilités, et doit contraindre les bureaucraties syndicales à respecter les règles de la démocratie à l'intérieur des syndicats, à réaliser l'unité syndicale à la base.

Chaque CA se manifeste par tact ou par bulletin, discuté et réalisé par les militants qui participent aux réunions. Ce regroupement est le plus commode pour tous, est le plus démocratique aussi et peut devenir dans tous les cas, pour les luttes à venir un instrument de combat efficace au service de tous les travailleurs.

A Rouen les Comités d'Action ouvriers (Renault, P et T, Chantiers de Normandie, H.P., C.H.U.) Les Comités d'Action Lycéens (CAL) Les Comités d'Action Etudiants (Lettres, Droit) ont institué un organisme de liaison entre eux tous: le CLEO, Comité de Liaison Etudiant-Ouvrier. C'est donc tous les Comités d'Action qui vont organiser le premier meeting d'information, d'explication sur la situation actuelle, la première riposte aux mesures gouvernementales:

contre les mesures gouvernementales
pour la défense des acquis de mai 68

MEETING DU
CLEO

ET DES COMITÉS D'ACTION

avec Daniel Bensaid (étudiant à Nanterre)
et Jacques Pesquet (travailleur à Saday)

4 orateurs rouennais des Comités d'action - étudiants - ouvriers
- lycéens - enseignants

MERCREDI 11 DÉCEMBRE

SALLE S^{te} CROIX DES PELLETIERS

A 20h45 PRÈS DU VIEUX MARCHÉ ROUEN

n'oublie pas d'oublier "la lutte continue" partout ou tu veux qu'elle soit lue

tous les 15 jours lisez "rouge" achetez "rouge" journal d'action communiste 1 F 16 pages. En vente dans tous les kiosques

les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas :
PROLÉTAIRES DE TOUTS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !